



CLASSIQUES
GARNIER

PÉREZ (Roland), « Recension d'ouvrage », *Entreprise & Société*, n° 7, 2020 – 1,
p. 181-189

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-10787-3.p.0181](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-10787-3.p.0181)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2020. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

Elinor OSTROM (2020), *Discours de Stockholm. En réception du Nobel d'économie 2009*, Préface de Benjamin Coriat (traduction de J. Demazière et H. Le Crosnier), Caen, C. & F. Éditions, 117 p.

Recension par Roland PÉREZ

Depuis une dizaine d'années, on assiste à une floraison d'initiatives, d'études et de publications autour des « biens communs » ou des « communs » entendus comme catégories d'items variés (biens matériels ou immatériels, services, projets divers...). On sait que ces manifestations d'intérêt envers les communs ne sont pas dues au hasard, mais résultent de travaux menés durant des décades par un nombre restreint de chercheurs et de la reconnaissance progressive de leurs travaux par la communauté scientifique internationale. Le point d'orgue de cette reconnaissance a été l'attribution, en 2009, du prix dit « Nobel d'économie » à la personne pionnière et leader de ce groupe de chercheurs hétérodoxes, Elinor Ostrom (E.O.)¹

Deux chercheurs français, Benjamin Coriat et Hervé Le Crosnier, particulièrement actifs dans ce mouvement de renouveau des communs en France, ont pris l'initiative de publier une nouvelle traduction en français² du discours prononcé par E.O. en réception du prix dit « Nobel d'économie », à Stockholm le 8 décembre 2009.

- Hervé Le Crosnier a supervisé la traduction de Jay Demazière et a publié l'ouvrage dans la maison d'édition qu'il anime (C & F) – collection « Interventions ».
- Benjamin Coriat a rédigé une contribution intitulée « Préface » que nous analyserons après la présentation du texte d'E.O.

1 Elinor Ostrom. (1933-2012) était Professeur à l'Université d'Indiana à Bloomington (USA), co-fondatrice et animatrice, avec son époux Vincent Ostrom, du *Workshop on Political Theory and Policy Analysis* à Bloomington (1973), puis du *Common Project Network* (1984), devenu l'*International Association for the Study of the Commons* (IASCP 1989, IASC 2006).

2 Une première traduction de ce discours d'E.O. avait été publiée en 2011 : « Par-delà les marchés et les États – La gouvernance polycentrique des systèmes économiques complexes » (traduction de E. Laurent), *Revue de l'OFCE*, n° 120, 2011, p 15-72 – lien : <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/120/r120-2.pdf> (consulté le 20/12/2019).

Le texte du discours d'E.O. est intitulé « *Au-delà des marchés et des États* » avec un sous-titre « *La gouvernance polycentrique des systèmes économiques complexes*³ ». Tout est dit ou presque, d'une part sur le positionnement de l'auteur par rapport aux grands courants de l'économie politique, d'autre part sur l'orientation de son programme de recherche. Les huit sections composant ce texte peuvent être regroupées en trois parties.

Dans la première partie (sections 1 à 3) E.O. présente sa problématique et son cadre conceptuel. Elle part du « modèle antérieur des systèmes simples » (section 1) comprenant les biens privés relevant du marché et les biens non-privés pour lesquels l'État doit imposer ses règles, avec un modèle unique d'agent supposé entièrement rationnel. Elle montre ensuite les premiers efforts « visant à comprendre les systèmes humains complexes » (section 2) via le concept de polycentrisme dû notamment à Vincent Ostrom et via une typologie plus large des biens, fondée sur une double caractérisation en termes d'exclusion et de rivalité. Cette typologie (figure 1, p. 47) permet de distinguer, à côté des biens privés (exclusifs et rivaux) et des biens publics (non exclusifs et non rivaux), une catégorie spécifique formée de biens « non exclusifs » mais néanmoins « rivaux », catégorie qu'elle a dénommée « *Réservoirs communs de ressources* » (RCR)⁴. L'auteur rappelle également la grille d'analyse – dite IAD⁵ – qui lui paraît mieux « adaptée à la diversité des situations humaines » (section 3).

Dans la seconde partie (sections 4 à 6), E.O. se focalise sur ces RCR. Elle pose la question : « les individus rationnels sont-ils toujours piégés dans des dilemmes sociaux ? » (section 4). Pour y répondre, elle élargit le champ disciplinaire de la question, notamment en étudiant les RCR en termes de « faisceau de droits de propriété » (*bundle of rights*); en reliant « les composantes internes d'une situation à des règles externes »; enfin en donnant des « principes de conception » (*design principles*) qui lui paraissent représenter des régularités institutionnelles des RCR étudiées (p 63-64 et tableau ci-dessous)

3 Discours qui a donné lieu à un article invité d'E.O dans l'*American Economic Review* (2010)

4 Nom donné par les traducteurs au concept de « *Common-Pool Resources* » (CPR) usuellement traduit par « Pool commun de ressources »

5 *Institutional Analysis & Development framework* (IAD) – non traduit dans le texte.

PRINCIPES DE CONCEPTION

1. Définition claire des droits d'usage et des limites de la ressource : pour s'auto-organiser sur une ressource, il faut connaître les ayants-droits et les limites de la ressource.
2. Contextualisation : il n'y a pas de schéma adéquat a priori, il faut respecter la concordance des règles avec les conditions locales
3. Dispositif de révision : les participants au collectif doivent eux-mêmes avoir une voix dans la définition et la modification des règles (approche *bottom-up*)
4. Surveillance démocratique : le collectif doit comprendre l'organisation de sa propre surveillance par ses acteurs eux-mêmes ou leurs délégués élus démocratiquement
5. Sanctions graduées : il faut un dispositif de sanction proportionnée pour un manquement aux règles du collectif
6. Mécanismes de résolution de conflits (clairs, rapides et peu coûteux)
7. Principe de subsidiarité : le collectif et ses règles locales doivent être reconnus par d'éventuels niveaux supérieurs de hiérarchie ou de supervision
8. Polycentricité : les différents niveaux de gouvernance doivent être imbriqués pour les organisations de grande taille

Source : Ostrom E. 2009, Poteete A.R., Jansen M.A, Ostrom E., 2010 – trad. fr. 2012⁶

E.O. fait état de ses « expériences pour étudier les RCR » (section 5), parfois via des « RCR modélisés dans des expériences de laboratoire⁷ », plus souvent via des expériences de terrain, dont elle présente quelques exemples, comme les systèmes d'irrigation au Népal ou l'étude des forêts autour du monde (section 6).

La dernière partie (sections 7 et 8) permet à la lauréate du Nobel de prendre de la distance par rapport à ses travaux et ceux de son collectif en abordant des « développements théoriques actuels » (section 7), mettant l'accent successivement sur les efforts des chercheurs pour développer une « théorie générale de l'individu », sur le rôle de la confiance dans l'action

6 https://media.collegedesbernardins.fr/content/pdf/Recherche/2/recherche12-14/2012_05_03_entreetatetmarche.pdf (consulté le 20/12/2019).

7 Simulations faisant appel à des « Jeux multi-acteurs » (cf témoignage de F. Bousquet, chercheur au CIRAD – équipe GREEN Montpellier – qui a participé à leur animation)

collective, sur l'importance du « niveau d'analyse micro-situationnel » comme de l'écosystème qui lui est associé (figure 6, p. 86).

E.O. termine son discours par quelques réflexions intitulées « Complexité et réforme » (section 8), propos conclusif dans lequel elle revient sur sa critique des « anciennes théories du choix rationnel » et sur la nécessité de « comprendre le monde dans sa complexité ».

En complément de son discours, le texte d'E.O. est complété par un interview de l'intéressée et une abondante bibliographie (près de 200 références) permettant de bien situer la production de l'École de Bloomington et ses principales sources d'inspiration.

Pourquoi avoir pris l'initiative de cette republication d'un écrit par ailleurs disponible en libre accès ? Ce rappel d'un discours académique n'avait évidemment pas pour objectif d'en faire une nouvelle « Table de la Loi » qu'il conviendrait d'appliquer à la lettre sous peine d'excommunication – cela n'aurait pas correspondu à l'esprit d'E.O. qui prônait, au contraire, une amélioration continue de la recherche sur les communs via des enrichissements mutuels entre chercheurs⁸.

Cette décision de republication du « Discours de Stockholm » d'E.O. a vraisemblablement eu pour motivation un souhait de conforter le développement des travaux autour des communs en France, en rappelant la démarche suivie par l'École de Bloomington et, en retour, en situant les travaux actuels par rapport à ceux référencés par E.O. dans son discours de 2009.

En France, les activités autour des communs se sont, en effet, développées d'une manière soutenue ; tout d'abord à partir des chercheurs qui travaillaient avec E.O. et son réseau sur les mêmes thématiques liées aux ressources dites naturelles (eau, forêts, pêcheries...), bien avant la notoriété procurée par le Nobel⁹. Par ailleurs, d'autres collectifs de chercheurs ont découvert la portée de l'analyse ostromienne et son intérêt pour des domaines variés, comme ceux relatifs à l'économie numérique, à la connaissance et, plus largement, aux activités et aux

8 E.O. s'étonnait elle-même d'une utilisation trop stricte d'un certain nombre de nombre de ses travaux tels que les « design principes » rappelés supra. Source : Poteete A.R., Jansen M.A, Ostrom E. (2010) et échanges de l'auteur avec E.O. et ses proches (2011)

9 Ainsi le CIRAD (M. Griffon, J. Weber et l'équipe GREEN : M. Antona, F. Bousquet...), organisme de recherche qui a organisé le cycle de rencontres et conférences avec E.O. au printemps 2011 (cf M. Antona & F. Bousquet, 2017)

productions immatérielles qu'avait commencé à aborder E.O (Hesse C., Ostrom E, 2007)¹⁰.

Cet élargissement des domaines d'application des communs a entraîné un renouveau d'intérêt pour les problématiques relevant de l'Économie sociale et solidaire (ESS); type d'organisation qui avait tendance, en France, à être marginalisé ou cantonné à des secteurs spécifiques. On a pu observer des convergences entre les différentes approches, via des réseaux d'échanges, des initiatives et des publications communes¹¹.

Ce foisonnement pouvant paraître pour être désordonné, voire parfois entraîner des malentendus ou des assimilations discutables¹², il était peut-être souhaitable de rappeler ce texte de référence d'E.O. et de l'École de Bloomington et de les commenter.

C'est dans cet esprit qu'il convient – nous semble-t-il – de situer la « Préface » de B. Coriat, texte qui va au-delà de ces écrits convenus dans lesquels, en quelques pages, une personnalité qui est connue présente une œuvre ou un auteur qui l'est moins. Cette « Préface », d'une trentaine de pages, avec sa propre bibliographie, est en fait une contribution au débat entre l'École de Bloomington lancée par le couple Ostrom¹³ et ce que l'on pourrait appeler sa « filiale française » dont B. Coriat constitue l'un des principaux animateurs¹⁴.

10 En France, cf'association VECAM (animée par V. Peugeot) et l'ouvrage de H. Le Crosnier (2015); le programme ANR PROPICE « Propriété intellectuelle, communs et exclusivité », animé par B. Coriat au CEPN – U. Paris Nord (Coriat B. 2015), se poursuivant par le programme « Entreprendre en Communs ».

11 Ainsi le réseau francophone sur les biens communs bâti sur une plateforme numérique (régulée par Frédéric Sultan) regroupant une trentaine de listes forums, le Laboratoire sur l'ESS (présidé par H. Sibille), la « Coop des communs » (animée par N. Alix), l'« Université du bien commun » (lancée le 14.10.2017). / Au plan des publications, signalons les dossiers thématiques dans plusieurs revues – *Revue de la régulation* (2013), *Management & Avenir* (2013), *Revue de l'Organisation responsable* (2015) – les ouvrages de P. Dardot et C. Laval (2014), B. Parance et J. de Saint Victor (2014), S. Bommier et C. Renouard (2018), l'imposant *Dictionnaire des biens communs* coordonné par M. Cornu, F. Orsi, J. Rochfeld (2017), l'ouvrage collectif tiré d'un colloque à Cerisy (N. Alix, J-L. Bancel, B. Coriat, F. Sultan, 2018)

12 Ainsi entre ces « biens communs » au sens des RCR définies par E.O. et le « Bien commun » au sens philosophique et moral.

13 On sait en effet qu'E.O. a eu comme mentor Vincent Ostrom (1919-2012), chercheur en science politique qu'elle a connu quand elle préparait son PhD à l'UCLA et qu'elle a suivi après la nomination de celui-ci, en 1965, à l'université d'Indiana à Bloomington. Le *Workshop on Political Theory and Policy Analysis* qu'ils avaient lancé ensemble en 1973, a été dénommé *Ostrom Institute* depuis leur décès – quasi simultané – en 2012.

14 Une telle posture, n'est pas nouvelle; elle a été, par exemple, celle de F. Perroux dont « l'introduction à la pensée économique de Joseph Schumpeter » (1935), initialement

L'auteur explicite son projet : « nous voudrions d'abord revenir sur celles de ses contributions qu'elle considère elle-même comme essentielles et donner ainsi aux lecteurs quelques points de repère, avant de nous concentrer sur la manière dont ses travaux sur les communs ont ouvert la voie à un programme de recherche d'une extraordinaire fécondité, aujourd'hui toujours en phase ascendante » (p 10).

La structure du texte de B. Coriat confirme cette intention de dialogue, chacune de ses deux parties étant consacrée à l'objectif qui lui est dédié. La première partie, intitulée « Elinor Ostrom telle qu'en elle-même », vise à présenter les « messages qu'E.O. nous adresse », à savoir que « le point de départ de la théorie dominante » – fondée sur la dichotomie biens publics-biens privés et sur le binôme État-marché – n'étant pas acceptable, il fallait une « extension du cadre de référence », d'où la définition des RCR correspondant à des situations de biens rivaux mais accessibles, appelant une gouvernance adaptée, sous peine de vivre la tragédie décrite par G. Hardin (1968).

L'auteur rappelle l'importance accordée par E.O. au cadre d'analyse dit IAD (*Institutional Analysis & Development framework*) qui permet « la prise en compte conjointe de trois séries d'éléments : (i) les conditions biophysiques, (ii) les attributs des communautés, et (iii) les règles en usage » (p 12). Une analyse fine du régime de propriété conçu comme un « faisceau de droits » (*bundle of rights*) permet « d'élaborer des règles d'usage garantissant tout à la fois la jouissance partagée de la ressource et sa préservation à long terme ». (p 14).

On a vu qu'E.O. a tenté d'aller plus loin dans cette « bonne gouvernance » en proposant des « principes de conception » (*design principles*) pouvant permettre une « auto-gouvernance » (*self governance*) ou un « auto-organisation » (*self organization*) pour un collectif donné.

La seconde partie de cette « Préface » de B. Coriat a pour objet de montrer l'influence qu'a exercé E. Ostrom sur les travaux menés sur la thématique des communs.

Une des premières avancées concerne le régime de propriété ; comme le note Coriat : « Ostrom est explicite sur ce point, un commun ne

conçue comme une simple « préface » à la traduction en français du grand ouvrage de ce dernier sur la « Théorie de l'évolution économique » (1911), est devenue un texte contributif spécifique. On peut dire que, dans cet ouvrage, B. Coriat est E. Ostrom ce qu'a été F. Perroux pour J. Schumpeter...

signifie pas absence de propriété mais une forme particulière de propriété qui, au lieu d'être conçue comme exclusive, est pensée comme inclusive » (p 20). L'auteur rappelle également l'avancée qu'a constitué, avec l'appui de Charlotte Hess, l'analyse de « la connaissance comme commun », confortant ainsi les mouvements autour du numérique (internet, logiciels libres, ...)

Plus largement, est rappelé l'intérêt porté par E.Ostrom aux « communs globaux » que sont les composantes écologiques de la vie actuelle sur notre planète (climat, pollution, ...) appelant une approche polycentrique partant des « communautés de base » pour aller jusqu'au niveau des États et des accords internationaux.

Au-delà de ces travaux directement menés par E. Ostrom ou dont elle a parlé dans son discours de Stockholm, B. Coriat élargit la perspective en faisant référence à des travaux récents. Il fait ainsi l'éloge de « *l'école italienne des biens communs* » qui s'est illustrée notamment dans l'eau¹⁵ et a amené une définition élargie des biens communs définis comme « les choses qui expriment des utilités fonctionnelles à l'exercice des droits fondamentaux ainsi qu'au libre développement de la personne¹⁶ » .

Il est clair, qu'un tel élargissement va au-delà de la définition initiale des *Common-Pool Resources* donnée par E. Ostrom à partir des critères d'exclusion et de rivalité ; on change également d'échelles en passant de communautés locales à des pays entiers, voire à la planète prise dans sa globalité. Nous sommes alors dans les « *biens publics mondiaux* » dont la préservation et les modalités d'utilisation et de gouvernance constituent depuis plusieurs décennies des enjeux majeurs.

La crise mondiale que le monde connaît actuellement avec la pandémie dite du Covid 19 démontre, tragiquement, l'importance de ces biens publics mondiaux dont la santé humaine constitue une composante essentielle. Cette crise majeure, si elle révèle à l'évidence les excès d'une marchandisation de la société élargie à la terre entière, amène, pour tenter d'y remédier, des interventions énergiques des puissances publiques concernées. Les États en seront confortés avec le risque de devenir, à leur tour, oppressants

15 Mouvement pour « *Acqua bene comune* », s'apposant à la privatisation de l'eau et aboutissant à sa re-municipalisation à Naples (p 34)

16 Définition issue des travaux de la Commission Rodota (du nom du sénateur Stefano Rodota qui la présidait)

Entre ces deux maux du « tout marché » et du « trop d'État », la voie étroite des communs doit être préservée, non pas pour prendre la place de l'une et l'autre de ces composantes sociétales majeures, mais pour permettre de « rééquilibrer la société » comme le propose H. Mintzberg (2015) prônant une organisation en trois secteurs : les deux classiques « privé » et « public » et un troisième qu'il appelle « pluriel », formé de « communautés robustes ».

Dans ces temps difficiles que nos sociétés vivent en cette période, ce petit ouvrage consacré à une grande dame représente à la fois une leçon magistrale sur la complexité de nos situations et de leurs écosystèmes, ainsi qu'une marque de confiance pour tenter de les maîtriser¹⁷

BIBLIOGRAPHIE

- ALIX N., BANCEL J-L., CORIAT B., SULTAN F. (eds) (2018), *Vers une République des Communs ?* Paris, LLL (les Liens qui Libèrent), 320 p.
- ANTONA M., BOUSQUET F. (eds) (2017), *Une troisième voie entre l'État et le marché – Échanges avec Elinor Ostrom*, Paris, Quae, 142 p.
- BOMMIER S., RENOARD C. (2018), *L'entreprise comme commun – Au-delà de la RSE*, Paris, ECLM (Ed. Ch-L. Mayer), 264 p.
- BRONDIZIO E. S, PÉREZ R. (2017), « L'École de Bloomington », in M. Cornu & al (Eds) *Dictionnaire des biens communs*, Paris, P.U.F., p 474-477.
- CHANTEAU J-P. & ALII (eds) (2013), « Autour d'Ostrom : communs, droits de propriété et institutionnalisme méthodologique », n° thématique *Revue de la Régulation*, 2^e semestre.
- CHRISTOPHE B. ET PÉREZ R. (eds) (2012), *Agro-ressources et écosystèmes – Enjeux sociétaux et pratiques managériales*, Villeneuve d'Ascq, P. U. du Septentrion, 442 p.
- CORNU M., ORSI F., ROCHFELD J. (eds) (2017), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, PUF, 1252 p.
- CORIAT B. (Ed) (2015), *Le retour des communs – La crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, LLL (Les Liens qui Libèrent).
- DARDOT P., LAVAL CH. (2014), *Commun – Essai sur la Révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte.
- HARDIN G. (1968) « The Tragedy of Commons », *Science*, n° 162, pp 1243-1268
- HESS C. ET OSTROM E. (2007), *Understanding Knowledge as a Commons : from Theory to Practice*, Cambridge, MA, The MIT Press.

17 cf la recommandation d'E.O. en conclusion de son discours : « *Nous ne devons pas ignorer le monde au profit de nos modèles, mais nous devons continuer à travailler sur nos structures et nos théories de manière à pouvoir réellement comprendre le monde dans toute sa complexité.* »

- LE CROSNIER H. (2015), *En communs – Une introduction aux communs de la connaissance*, Caen, C&F Editions.
- MINTZBERG H. (2015), *Rebalancing Society*, Oakland (CA, USA), Berret-Koehler Publ. (trad. fr. 2017, *Rééquilibrer la société*, Paris, Ed. Maxima).
- OSTROM E. (1990), *Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge U. Pr. (trad. fr., 2010, *Gouvernance des biens communs – Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck).
- OSTROM E. (2005), *Understanding Institutional Diversity*, Princeton, NJ, Princeton U. Press.
- OSTROM E. (2010), Beyond Markets and States – Polycentric Governance of Complex Economics Systems, *American Economic Review*, v. 100, n° 3, juin, p 641-672.
- OSTROM E & ALI (Eds) (2002), *The Drama of the Commons*, Washington DC, Nat. Acad. Press.
- OSTROM E. ET AHN T.K (Ed.) (2003), *Foundations of Social Capital*, Edward Elgar.
- PARANCE B., DE SAINT VICTOR J. (dir.) (2014), *Repenser les biens communs*, Paris CNRS éditions.
- PÉREZ R. (2016), « De François Perroux à Elinor Ostrom : la nécessité de postures hétérodoxes en sciences économiques et de gestion », in G. Blardonne et H. Savall (eds) *Compétitivité et activité économique (14^e Journée François Perroux – 25.09.13)*, p 169-176.
- PÉREZ R. (2010), « Elinor Ostrom et le Nobel d'économie », *Économies et sociétés*, tome 44, n°9-10, p 1651-1664.
- PÉREZ R, LAURENT E. (2012), « Elinor Ostrom et l'École de Bloomington », Collège des Bernardins, Paris, (cycle « L'entreprise : propriété, création collective, monde commun » – séance du 03.05.2012 (compte-rendu par K. Levillain) – https://media.collegedesbernardins.fr/content/pdf/Recherche/2/recherche12-14/2012_05_03_entreetatetmarche.pdf)
- PÉREZ R., PARANQUE B. (2015), numéro thématique sur « Ostrom et la gestion des communs », *Revue de l'Organisation responsable*, v. 7, n° 2 .
- PÉREZ R., SILVA F. (2013), dossier thématique sur « Biens communs et Économie sociale : avec Elinor Ostrom », *Management et Avenir*, n°65, novembre, p. 4-205.
- POTEETE A.R., JANSEN M.A, OSTROM E. (Ed.) (2010), *Working Together : Collective Action, the Commons, and Multiple Methods in Practice*, Princeton U. Press.
- ZAGORSKI N. (2006) « Profile of Elinor Ostrom », *PNAS (Proceeding of the National Academy of sciences of the USA)*, dec. 19, v 103, n° 51, p. 19221-19223.